

Abilio Machado

On ne naît pas citoyen, on le devient

La citoyenneté demeure un principe de régulation sociétale nécessaire dans nos sociétés contemporaines marchandes génératrices d'inégalités économiques et sociales. Retenons ici trois dimensions de la citoyenneté en guise d'introduction. C'est en premier lieu un bouquet de valeurs mobilisatrices, une éthique de l'intérêt général qui renvoie plutôt à un idéal. Ensuite, un ensemble de normes politiques et juridiques qui regroupent les droits et devoirs des citoyens. Finalement, la citoyenneté prend corps à travers un certain nombre de pratiques citoyennes, notamment de participation à la vie publique de la Cité. Nous verrons plus avant que ces pratiques citoyennes peuvent être source de débats sociétaux et s'agréger en des initiatives sociales et économiques porteuses de développement et d'innovation. Surtout, la citoyenneté constitue le terreau sur lequel se forme et croît le trinôme « individu, action collective, bien commun ».

L'histoire montre que l'idée de citoyenneté ne s'est pas imposée aux Hommes par un quelconque processus naturel. Tout au contraire, elle est le fruit d'une construction mentale inscrite dans l'évolution de notre civilisation occidentale et dont les origines remontent à l'antiquité grecque. Elle a souvent fait débat parmi les philosophes, a pris part à des enjeux de luttes fondatrices, à l'exemple de la révolution française, ou s'est imposée à la suite de catastrophes globales, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme après la Deuxième Guerre mondiale.

Mais plus qu'un simple postulat éthique au sens philosophique du terme, nous devons concevoir la citoyenneté comme le liant entre différents champs de la vie en société : la culture, l'économie, le social, l'associatif, le politique, etc. Et

**La citoyenneté se définit
aujourd'hui davantage par un
mode de comportement civique
et une participation active et
quotidienne à la vie de la société
que par le simple statut juridique.**

comme elle n'est pas un don de la nature (on ne naît pas citoyen), la question de l'éducation à la citoyenneté revêt une importance fondamentale. En effet, sont nées dès la moitié du XIX^e siècle avec l'essor de l'industrialisation, des actions d'éducation à la citoyenneté, notamment les mouvements d'éducation populaire initiés par les syndicats alors naissants, des organisations ecclésiastiques ou encore le paternalisme patronal. Ce rappel historique montre de fait que la citoyenneté a pesé sur le devenir de nos sociétés à une époque charnière de la survenance de plusieurs caractéristiques de nos Etats nations démocratiques et industrialisés. À n'en pas douter, le rapport au travail, au droit de vote, mais également à la pratique d'activités syndicales, récréatives ou culturelles a suscité une prise de conscience par l'individu de sa qualité de citoyen et d'Homme libre capable de penser par

lui-même et de prendre part à la vie collective. L'avènement de l'Etat providence, bien des décennies plus tard, avec son quasi plein-emploi et ses nombreux garde-fous sociaux, a peut-être plongé la condition de citoyen dans une léthargie quelque peu bercée par une économie à dominante taylorienne, la démocratie représentative, l'aide aux plus démunis, la consommation de masse et le culte du temps libre.

Depuis le choc pétrolier, la crise industrielle qui l'a suivi et l'apparition du chômage de masse installé durablement, se pose la question de l'émancipation de la citoyenneté face à un système économique et social en transformation. La décennie 1980 voit en effet le champ économique se désolidariser progressivement du contrat social qu'on appelait le *welfare*. Citons à titre d'exemple la privatisation des banques de dépôts ou encore une politique européenne coordonnée et soutenue qui a débouché sur l'instauration du marché unique. Le déracinement d'activités économiques autrefois emblématiques du lien, désormais fortement dilué, entre des territoires et les personnes qui les peuplent, la libre circulation des capitaux, procède pour sûr d'une politique à forte connotation libérale. L'industrie, mais également tout un pan de services essentiels à la vie en société, tels les communications, la santé pour partie ou encore les transports, évoluent désormais dans

un marché de plus en plus dématérialisé et exempté du dialogue avec les populations. Surtout, le poids du travail, entendu ici comme des collectifs de salariés-citoyens organisés collectivement et reconnus comme partenaires à part entière de la vie économique, a constamment diminué.

La mutation de l'économie a consacré le schisme, idéologique, entre l'outil de production et le rapport citoyen des individus au travail. Des pratiques citoyennes qui avaient leur place dans le monde du travail tendent ainsi à disparaître. Se pose dès lors la question du renouveau. En Europe, une nouvelle économie a commencé à voir le jour, occupant les friches, non pas uniquement industrielles, mais également sociales, laissées par vingt ans de détricotage institutionnalisé. Notamment, la notion de développement local s'est imposée assez rapidement, associant des pouvoirs publics locaux et des acteurs issus de la société civile. C'est le temps, qui perdure encore à bien des égards, des entreprises-associations à vocation sociale, actives dans l'insertion sociale ou professionnelle et ancrées à leur bout de territoire. Elles auront le mérite de raviver le sentiment d'appartenance au territoire, de s'y rendre utile par le travail. Ce sont par exemple des services à la personne, des projets d'aménagement du territoire ou encore des activités culturelles. Les relations de solidarité avec des catégories ciblées, les chômeurs, les personnes âgées, etc., mais également la prise de conscience face à des problématiques telles que le développement durable voient le jour à travers le développement local. Beaucoup de ces expériences se sont organisées en réseaux, ont échangé leurs questionnements, se sont ouvertes à des expériences nées sur d'autres continents et ont fini par formaliser l'économie solidaire. C'est aujourd'hui un mouvement globalisé, en perpétuel mouvement.

Cette première vague de reprise en mains soulève la question du lien social qui, à mon avis, doit occuper une place centrale parmi les finalités de l'activité économique. La notion de solidarité entre les Hommes est amenée à jouer ici un rôle fondamental, si nous considérons que la citoyenneté n'est pas qu'une simple juxtaposition d'individus, mais un ensemble d'hommes et de femmes attachés à un projet commun. La citoyenneté se définit aujourd'hui da-

vantage par un mode de comportement civique et une participation active et quotidienne à la vie de la société que par le simple statut juridique.

Les entreprises d'économie solidaire, ou encore le 3^e espace entre public et privé, intègrent les pratiques citoyennes comme un des fondements de l'économie dans sa finalité de maintien ou de reconstruction du lien social. Favoriser l'éducation citoyenne à l'intérieur même de l'entreprise devient dès lors un enjeu fondateur quant au sens à donner à ses modes de fonctionnement et à sa production de biens et services. C'est une démarche



© OPE

de recherche-action qui met à plat des incertitudes inhérentes aux interactions de l'entreprise avec son environnement et qui requiert des processus de participation avertie et collective. On entend bâtir ainsi une économie du savoir basée sur des mécanismes de solidarité entre les personnes autour et dans l'entreprise. Romain Biever se réfère à ce sujet à « *l'intelligence collective par laquelle chacun devient co-constructeur des nouveaux environnements économiques, ce qui est certainement une qualité sensiblement démocratique qui appartient aux citoyens qui, eux, doivent trouver ainsi un nouveau champ d'expression, d'entraide, de négociation et de réflexion, critique et constructif. C'est là l'essence même de ce qui est appelé "éducation citoyenne"*¹ ».

Les exemples d'expériences de circuits économiques fertiles en plus-value ci-

toyenne sont entre-temps légion sur la plupart des continents. Nous les trouvons aussi bien dans nos pays riches que dans des sociétés plus pauvres. Citons l'exemple luxembourgeois du réseau Objectif Plein Emploi qui a tissé depuis dix ans un réseau d'une trentaine d'associations solidaires liées à la moitié des communes du pays. Elles ont créé quelques 750 emplois pérennes et proposent des biens et services porteurs d'interrogations en rapport avec le lien social et la responsabilité collective : la création d'emploi, les dynamiques de culture de proximité, le rapport au développement durable, etc. Surtout, le réseau Objectif Plein Emploi mobilise différentes parties prenantes, dont plus de 300 acteurs bénévoles issus des sphères politiques, associatives, économiques, sociales ou encore culturelles. Son ambition est de créer des entreprises solidaires et citoyennes ouvertes sur leurs environnements, favorisant la participation citoyenne, organisant la co-construction des biens et services, militant pour un emploi solidaire et citoyen. Ceci passera à moyen terme par un débat politique sur un statut spécifique aux entreprises d'économie solidaire.

Même si les besoins diffèrent fortement d'une région à l'autre, nous trouvons des similitudes de fond quant à la place prépondérante de la citoyenneté active dans l'économie solidaire. Il s'agit de stratégies de développement qui tendent à structurer la solidarité et la coopération comme des facteurs de productivité. Les entreprises d'économie solidaire valorisent ainsi les compétences et les savoirs des individus et des groupes sociaux par une dynamique de réciprocité. Ceci entraîne la mise en place de mécanismes de négociation qui conduisent là où c'est nécessaire à une meilleure appréhension des droits individuels et collectifs. L'économie solidaire constitue donc un outil pédagogique qui vise à certains égards un changement des mentalités : l'engagement citoyen renforce le lien social par le partage des savoirs et par l'action au profit de la communauté. Les pratiques citoyennes sont dès lors porteuses de valeurs et de perspectives en termes de transformations politiques, économiques et sociales. ♦

¹ L'éducation citoyenne comme processus de compréhension et de partage des savoirs, contribution à la conférence internationale ECSPPRESS « Social Professions for Social Europe », Ostrava, octobre 2008